



► Le partenariat États-Unis - OIT

Mai 2023

Le gouvernement des États-Unis, premier partenaire de l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour le développement multilatéral et bilatéral, contribue au budget ordinaire de l'Organisation par ses contributions fixées et aux programmes de coopération pour le développement à travers des contributions volontaires pré-affectées. Il a ratifié 14 conventions de l'OIT, dont deux conventions fondamentales, la convention sur l'abolition du travail forcé et la convention sur les pires formes du travail des enfants, ainsi que 1 convention de gouvernance, sur les consultations tripartites, et 11 conventions techniques. Il soutient la réalisation de l'Agenda du travail décent par des financements et par l'intermédiaire de la coopération inter-organisations.

► Les États-Unis et l'OIT

États-Unis et l'OIT poursuivent de longue date l'objectif commun de contribuer à la réalisation des droits humains universels en améliorant les conditions de vie et de travail dans le monde entier et s'engagent mutuellement à faire connaître et respecter partout les principes de la démocratie. L'OIT peut compter sur le soutien du gouvernement des États-Unis pour sa programmation sur des thèmes comme le travail décent, la sécurité et la santé au travail, la prévention du travail forcé et du travail des enfants, et la négociation collective.

► Principaux interlocuteurs de l'OIT au sein du gouvernement des États-Unis

1. Le **ministère du Travail des États-Unis (USDOL)**, au sein duquel l'OIT œuvre en étroite collaboration avec les services du **Bureau des affaires internationales du travail (ILAB)**, notamment:
 - Le bureau chargé de la lutte contre le travail des enfants, le travail forcé et la traite des êtres humains;
 - Le bureau des affaires commerciales et du travail;
 - Le bureau des relations internationales et de la recherche économique.
2. Le **Département d'État des États-Unis (US-DoS)**, qui joue un rôle essentiel d'appui aux programmes de promotion des droits des travailleurs et de lutte contre la traite des êtres humains, et, à cet effet, plus particulièrement:
 - Le bureau chargé de la démocratie, des droits de l'homme et du travail (DRL);
 - Le bureau de la population, des réfugiés et des migrations (PRM);
 - Le bureau de l'Asie du Sud et de l'Asie centrale (SCA);
 - Le bureau chargé de la surveillance et de la lutte contre la traite des personnes (TIP Office).
3. L'**Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)** qui est chargée d'un ensemble de questions de développement correspondant aux priorités et aux activités de l'OIT et lui apporte son soutien dans le cadre de projets spécifiques concernant les régions de l'Asie et du Pacifique ainsi que de l'Amérique latine et des Caraïbes.

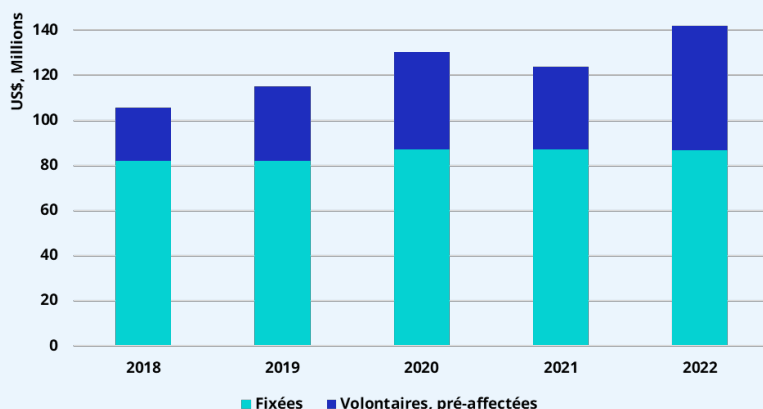
► Les contributions du gouvernement des États-Unis à l'OIT

Contributions financières des États-Unis:

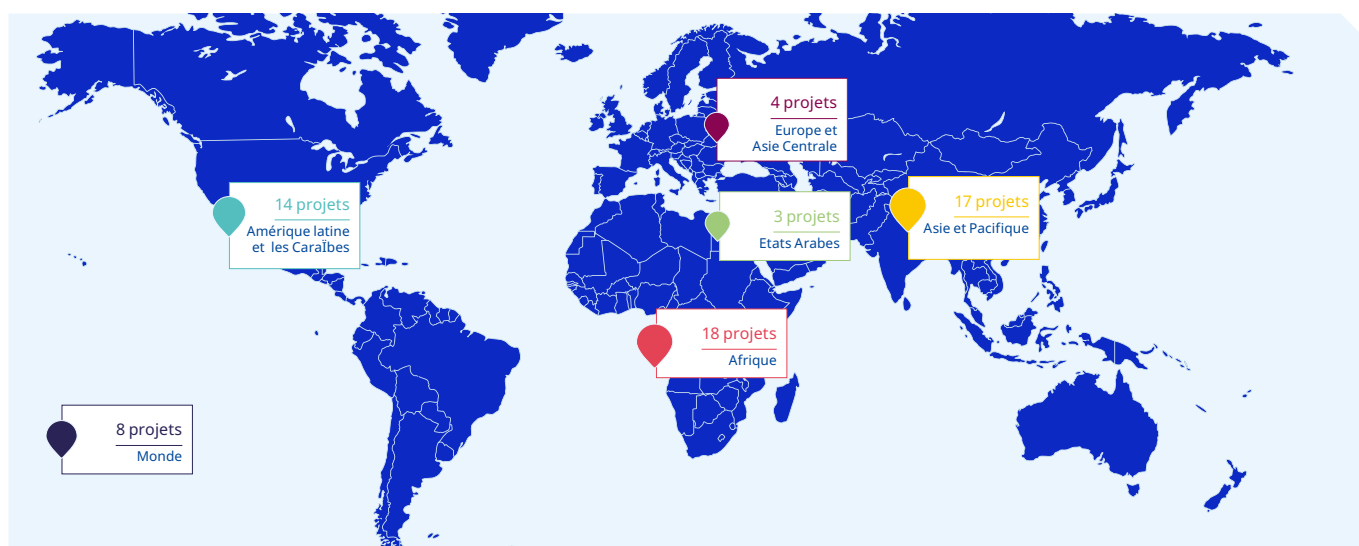
Entre 2018 et 2022, le gouvernement des États-Unis a contribué aux activités de l'OIT à hauteur de 616,6 millions de dollars É.-U.

- **Contributions fixées** au budget ordinaire de l'OIT, dues par tous les États Membres: **424,6 millions**.
- **Contributions volontaires** pré-affectées à des thèmes et projets prioritaires: **192 millions**.

► Contributions financières du gouvernement des États-Unis, 2018-22 (616,6 millions de dollars des É.-U.)



► Projets en cours financés par le gouvernement des États-Unis



► Exemples d'initiatives soutenues par les États-Unis

► Initiative Better Work



Depuis 2009, l' USDOL a alloué plus de 44 millions de dollars à l' initiative **Better Work**, **programme phare** de l' OIT visant à améliorer les conditions de travail dans le secteur de l' habillement tout en rendant celui-ci plus compétitif. En 2020, 1 400 entreprises en activité, soit 2 millions de travailleurs, ont bénéficié des activités financées par l' USDOL à ce titre.

Partout dans le monde, Better Work a non seulement contribué à accroître la productivité et la rentabilité (jusqu' à 22 % et 25 % de plus, respectivement) mais elle a aussi permis de réduire l' écart de rémunération entre les femmes et les hommes (17 %), d' améliorer l' accès des femmes aux soins prénatals (26 %) et de

faire reculer le harcèlement sexuel (18 %).

En 2021, Better Work Jordanie a mis en place un nouveau projet qui vise à renforcer la résilience des travailleurs du secteur de l' habillement face aux risques relatifs à la santé mentale, à garantir l' existence de ressources en la matière au niveau des entreprises et à améliorer l' accès à des dispositifs de renvoi vers des services spécialisés pour tous les travailleurs.

► Amélioration de la sécurité et de la santé au travail dans les chaînes d'approvisionnement au Mexique Projet du Fonds Vision Zéro



Grâce au soutien d' USDOL, des activités destinées à améliorer la sécurité et la santé au travail dans les chaînes d' approvisionnement du piment et de la tomate au Mexique ont été lancées dans le cadre d' un nouveau projet du **Fonds Vision Zéro**. Ce projet poursuit deux objectifs principaux: 1) renforcer les mesures de prévention et d' atténuation des conséquences de la pandémie de COVID-19; 2) améliorer la conformité aux lois et politiques en matière de sécurité et de santé au travail.

Les organisations d' employeurs et de travailleurs participent avec les ministères mexicains du Travail et de

l' Agriculture à la conception d' interventions favorisant l' adhésion et la durabilité. Pour garantir l' efficacité du projet, celui-ci est évalué sur la base de deux priorités. La première concerne la mesure dans laquelle les incidences de la pandémie de COVID-19 ont été adéquatement gérées. La seconde se rapporte à l' aide apportée aux parties prenantes des chaînes ciblées pour leur permettre de mieux appréhender les défis de la sécurité et de la santé au travail dans toute leur ampleur. Au final, ce projet tend non seulement à lutter contre les problèmes de sécurité et de santé au travail au niveau du lieu de travail mais aussi à l' échelle sectorielle et nationale, de sorte qu' il bénéficie à l' économie toute entière.

► Projet Bridge: une passerelle pour une action mondiale sur le travail forcé

À Kanchanur, au Népal, Pushpa Lohar travaillait comme journalière. Faute d' autre travail, elle cassait des pierres afin de les réduire en gravier pour un salaire de misère. Dans la communauté à laquelle elle appartient la servitude pour dette ou le travail forcé sont courants et, jusqu' à une date récente, ils étaient associés à un statut social qui se transmettait de génération en génération.

Avec d' autres femmes de son village, Pushpa s' est inscrite à une formation de peinture en bâtiment soutenue par le Projet Bridge (From Protocol to Practice: A Bridge to Global Action on Forced Labour). Depuis 2015, l' USDOL et l' OIT s' emploient à lutter contre le travail forcé grâce au Projet Bridge, aujourd' hui mis en œuvre dans six pays (Malaisie, Mauritanie, Népal, Niger, Pérou et Ouzbékistan), dont

l' objectif principal est de mieux faire connaître et appliquer le Protocole de l' OIT de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé.



Selon les premiers résultats des formations organisées au Népal:

- 88% des participants utilisent activement dans leur travail des compétences acquises au cours de ces formations
- 60% des participants ont démarré leur propre activité dans les huit mois suivant l' achèvement de leur formation
- 48% des bénéficiaires du programme ont vu leurs revenus augmenter

► Promotion des droits des travailleurs du secteur de l'huile de palme en Indonésie et en Malaisie



L'objectif du projet visant le secteur indonésien de l'huile de palme consiste à renforcer les connaissances de 130 permanents syndicaux locaux en matière de droits fondamentaux au travail, en particulier sur les sujets de la négociation collective et de la liberté d'association. Grâce à cette initiative, 15 accords collectifs, concernant environ 7 000 travailleurs, sont en cours de négociation dans des plantations et des usines. Un salaire sectoriel négocié a été adopté dans l'un des districts producteurs d'huile de palme de la province du Kalimantan occidental et, au niveau national, un accord formel relatif au respect de la liberté d'association et à la négociation collective a été signé avec une grande entreprise productrice.

En outre, ce projet a permis d'améliorer les capacités de 20 inspecteurs du travail issus de trois provinces en matière de planification stratégique pour la conformité, ainsi que de mettre au point un guide de terrain spécialisé à l'intention des inspecteurs chargés d'évaluer les conditions de travail dans le secteur de l'huile de palme. Pendant la pandémie, des inspecteurs du travail des provinces de Sumatra du Sud, Sumatra du Nord et du Kalimantan occidental ont utilisé ce guide dans le cadre de 131 visites sur des lieux de travail.

En Malaisie, le projet entend contribuer à améliorer les systèmes de recrutement et de gestion des travailleurs du secteur de l'huile de palme en renforçant les capacités des employeurs pour atténuer les risques de travail forcé et de travail des enfants dans les plantations. Il vise à offrir la possibilité aux travailleurs migrants du secteur de se syndiquer, à mettre en place à titre expérimental un mécanisme communautaire de plaintes et à sensibiliser les chefs communautaires, les employeurs et les travailleurs aux questions du travail forcé et du travail des enfants.

► Intégration économique des migrants et réfugiés vénézuéliens en Équateur et au Pérou dans des conditions de travail décentes



Depuis 2020, 1 150 migrants et réfugiés vénézuéliens en situation de vulnérabilité — dont plus de 60 % de femmes — ont mené à bien une formation à l'entrepreneuriat dans le cadre du programme [Emprende Segur@](#). Grâce à cette formation et au soutien qu'elles ont reçu, des entrepreneuses comme [Carmen](#), vendeuse d'empanadas, et [María Elisa](#), pâtissière, ont été en mesure de créer et de continuer à exploiter leurs entreprises malgré la crise du COVID-19.

Emprende Segur@ fait partie intégrante du projet relatif à la « [Promotion of socioeconomic integration of Venezuelan migrants and refugees in Ecuador and Peru](#) », financé par l'USAID. Le modèle d'intervention qui l'inspire a été conçu par l'OIT en réponse à la pandémie de COVID-19 dans le but, notamment, de permettre à des personnes touchées par des mesures d'isolement obligatoire ou qui ont un accès limité aux mesures d'urgence prises par les pouvoirs publics de retrouver des moyens de subsistance.

Au cours de l'année 2021, le programme Emprende Segur@ est entré dans sa deuxième phase dans les deux pays avec des composantes sensibilisation et assistance technique renforcées afin de muscler les politiques publiques relatives à l'entrepreneuriat et les mesures en faveur de l'employabilité, tant au niveau local que national.

► Autonomisation économique des réfugiés et des communautés hôtes à Ayorou, au Niger

Depuis 2019, l'USDOS apporte son appui à l'OIT en vue de promouvoir la production de moyens de subsistance durables par les réfugiés et leurs communautés d'accueil au Niger, dans une approche reposant sur une [analyse des systèmes de marchés](#), et cette démarche a eu un impact profond sur la cohésion sociale.

Plus de 1 748 bénéficiaires, parmi lesquels 589 réfugiés (dont 50 % de femmes), ont été formés et regroupés en coopératives pour répondre aux possibilités d'emplois existantes dans les chaînes de valeur de la pisciculture, de la gestion durable des déchets et de l'oignon.

En outre, [deux unités de valorisation des déchets](#) ont été créées et dotées des équipements nécessaires pour permettre aux coopératives mises sur pieds dans ce domaine d'assurer la transformation des déchets en différents sous-produits destinés aux travaux d'assainissement et à la fertilisation agricole. Quarante acteurs clés de la chaîne de valeur de l'oignon ont reçu une formation à la gestion des coopératives et à la gestion agricole, qui leur a permis de procéder au stockage de 23 tonnes d'oignons et de dégager plus de 8 500 dollars de bénéfices, grâce à un système de crédit appelé *warrantage*.



► Lutte contre le travail des enfants et le travail forcé dans la chaîne d'approvisionnement du café au Honduras



Ce projet contribue à établir un système de conformité sociale basé sur la méthode de la [Comply Chain](#) (chaîne de conformité) mise au point par l'ILAB. L'Institut

hondurien du Café (IHCAFE) a participé à l'élaboration d'une série d'outils visant à prévenir le travail des enfants et à améliorer les conditions de travail dans la chaîne d'approvisionnement. Le projet a été mis en œuvre dans six départements du pays. Environ 49 pour cent du personnel technique de l'IHCAFE a été formé à la méthode de la chaîne de conformité et 420 producteurs ont adopté un code de conduite et procédé à une auto-évaluation. Trois coopératives ont subi des audits de conformité. Le projet

continue ainsi de renforcer la capacité de l'IHCAFE à mettre en œuvre le système de conformité sociale.

Le code de conduite adopté comprend 11 normes ([El Café de Honduras si Cumple | Esfuerzo local para el fin del trabajo infantil \(cafehondurascumple.org\)](#)) parmi lesquelles l'interdiction du travail des enfants, l'interdiction de la discrimination, l'interdiction du travail forcé et la liberté d'association, qui tendent à promouvoir une nouvelle culture de la conformité dans le secteur caféier hondurien. Cette initiative a également permis au secteur de mettre au point une stratégie nationale visant à prévenir et éliminer le travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement, à laquelle participent des producteurs, des coopératives, des exportateurs et des torréfacteurs de tout le pays.

Pour nous contacter

Organisation internationale du Travail
Route des Morillons 4
CH-1211 Geneva 22
Switzerland

T: +41 22 799 7370
E: PARTNERSHIPS@ilo.org
ilo.org/partnerships